

ARGENTINE - Le temps d'une rébellion : 16 décembre 1993, le *Santiagoñazo*, première partie

Marina Farinetti

mardi 20 mai 2014, mis en ligne par [Dial](#)

Marina Farinetti est enseignante-chercheuse à l'Université nationale de San Martín en Argentine. Dans le cadre de sa thèse de doctorat, elle a été amenée à réaliser une enquête approfondie sur le Santiagoñazo et c'est les résultats de cette enquête que nous lui avons demandé de présenter ici. Cet article, dont la [seconde partie](#) est parue dans le numéro de juin, s'inscrit dans la [série de textes consacrées à la révolte](#) et fait écho aux autres textes consacrés au [Cordobazo](#) (1969), au [Caracazo](#) (1989) ou aux [protestas de mars-avril 1957 au Chili](#).

1. Introduction à l'histoire politique de Santiago del Estero

Santiago del Estero est une province du nord-est de l'Argentine, la région la moins développée du pays, que le manque de richesses, de diversification et de travail rend très dépendante des ressources étatiques. L'État y est le principal pourvoyeur d'emplois. Le gouvernement provincial, quant à lui, est largement dépendant des ressources qu'il obtient du gouvernement national, les siennes propres étant très faibles.

En 2004, la province a fait l'objet d'une intervention fédérale [1] qui met fin au règne des « Juárez ». Jusqu'alors, il n'était pas rare que toute conversation politique à Santiago tourne autour des époux Juárez, et notamment du traitement implacable qu'ils réservaient à leurs ennemis politiques. Carlos Juárez, élu gouverneur en 1949 grâce au soutien du président Perón et d'Evita, a joué un rôle déterminant dans le péronisme provincial. La deuxième accession de Juárez au poste de gouverneur remonte aux élections de 1973. Soulignons qu'entre le renversement de Perón en 1955 et les élections de 1973, le parti péroniste avait été proscrit en Argentine. Juárez fut renversé lors du coup d'État militaire de 1976 et passa la période de dictature en exil avec sa femme. Il se représenta aux élections de 1983 sous la bannière péroniste et, pour la troisième fois, fut élu gouverneur.

Pendant la période démocratique qui s'étend de 1983 à 2004, le *juarisme* se définit, si l'on reprend la typologie weberienne, comme une forme de domination associant une légitimité électorale et populaire à des éléments patrimonialistes [2]. Les habitants de Santiago attribuaient aux « Juárez » un pouvoir sans limites et continu qui renvoyait à un passé historique devenu perpétuel sous l'effet de cette idée sur le pouvoir. L'utilisation dans le langage courant des formules : « Juárez gouverne depuis 50 ans, directement ou indirectement » et « Il a toujours détenu le pouvoir à Santiago del Estero » nous a interpellée. En effet, cette idée fait abstraction des grands coups d'État militaires, de la mise au ban du péronisme et, sur la période démocratique entamée en 1983, des déroutes électorales essuyées. Ainsi, en 1987, la constitution empêchant Juárez d'être réélu, il a donc envoyé à sa place, comme candidat officiel, son bras droit César

Iturre, ce qui n'a pas empêché les deux hommes de se brouiller ni Juárez de perdre les élections de 1991 face à un autre candidat péroniste, cette fois favori du gouverneur sortant, Carlos Mujica.

Fin 1993, Santiago del Estero vivait une crise très grave : l'État provincial ne versait plus de traitement à ses fonctionnaires depuis trois mois. La province avait alors impérieusement besoin de fonds nationaux extraordinaires. Le ministre de l'économie du pays menait dans les administrations publiques provinciales une politique d'austérité budgétaire, laquelle comprenait des mesures de pression très fortes. Dans le cas de Santiago del Estero, ces mesures n'ont pas été suspendues alors qu'on était au bord de l'*estallido* [3] social [4].

Pendant la période ayant précédé l'*estallido* du 16 décembre s'étaient succédé, jour après jour depuis environ un mois, des grèves et des manifestations réclamant le paiement des traitements dus par l'administration publique. Elles sont devenues de plus en plus fréquentes, nombreuses et audacieuses, avec la prise de bâtiments, l'incendie de pneus et des affrontements avec la police. Malgré une certaine escalade dans la virulence des manifestations, aucun acte de violence significatif n'a été enregistré. Concernant la dynamique de ces mobilisations, notons que les manifestants se regroupaient par branches syndicales correspondant à leurs places dans l'appareil administratif et que des rassemblements spontanés se formaient devant des lieux publics comme le siège du gouvernement provincial, le parlement ou des services publics comme le Conseil provincial de l'éducation, la Banque de la province, etc. Ces rencontres s'inscrivaient dans la dynamique créée par la répétition et les rituels générés par le fait de vivre quotidiennement la même situation.

2. Les événements du 16 décembre 1993

Le rassemblement a commencé aux premières heures du jour sur la Plaza San Martín, face au siège du gouvernement. Se sont rassemblés ici, comme tous les jours qui ont précédé, différents défilés plus ou moins étoffés et plus ou moins organisés de manifestants, correspondants à différentes branches syndicales et lieux de travail. À l'origine de cette convergence, il n'y avait eu aucun appel général de la part que quelque entité organisatrice que ce soit, c'est-à-dire qu'aucune instance générale ne coordonnait l'ensemble des groupes de manifestants. La présence dans la manifestation de syndicats du secteur public et du réseau d'organisations qui s'était constitué à l'occasion du long conflit né des arriérés salariaux dans l'administration publique est indéniable ; les revendications des employés de la fonction publique provinciale avaient trouvé une articulation au niveau syndical. De ce fait, si les syndicats étaient bien présents dans ce conflit qui les concernait directement et naturellement, soulignons qu'aucun groupe ou entité clairement identifiée [5] n'a explicitement lancé un appel à manifester au nom de tous les secteurs participants et sous un mot d'ordre commun dans ce qui allait devenir le *santiagoñazo*.

Selon un rapport établi par la Direction de la police provinciale, « plus de 5 000 personnes ont convergé vers le siège du gouvernement », où la manifestation des fonctionnaires à l'origine du *santiagoñazo* a vu le jour (*El Liberal*, 18/12/1993, p. 16).

En 1993, selon les données de l'Enquête permanente sur les foyers de l'Institut national de statistique et des recensements (INDEC), l'agglomération de Santiago del Estero-La Banda comptait 305 000 habitants, dont 89 000 actifs. Sur ces actifs, 26 %, soit 23 140 personnes, étaient employées de la fonction publique (provinciale, nationale et municipale). Les employés de la fonction publique provinciale (personnels administratifs des instances gouvernementales de la province, auxquels s'ajoutent les enseignants et les travailleurs du secteur de la santé) étaient 17 900. Par conséquent, les 5 000 manifestants réunis sous les fenêtres du siège du gouvernement représentaient environ un tiers des employés de la fonction publique résidant à Santiago et La Banda, ce qui, eu égard au fait que le rassemblement s'est produit aux premières heures du jour et à l'absence d'appel général et précis, en dit long sur l'importance de la mobilisation.

La manifestation du 16 décembre n'avait pas été spécialement planifiée : les participants ne suivaient aucun plan d'action coordonné au préalable et la foule n'obéissait à aucun leader établi. Cela dit, il serait faux de prétendre que le cortège était dénué de toute forme d'organisation, de hiérarchie ou d'autorité, car

sa capacité d'action collective fut remarquable. La question centrale est donc celle-ci : comment des manifestants ont-ils pu mener à bien l'attaque, le pillage et l'incendie du siège des trois pouvoirs constitutionnels et de quatorze domiciles de dirigeants politiques (sans compter les nombreuses tentatives et les dégâts mineurs), tout cela le même jour et dans un même élan ? La violence fut sélective, et en aucun cas aveugle. En l'absence de présence policière et dans un contexte de crise de l'autorité gouvernementale, c'est-à-dire dans un « *no man's land* » (comme disent les habitants de Santiago quand ils décrivent ce qu'ils ont vécu cette journée), on aurait pu s'attendre à des manifestations de violence disséminées, aux objectifs davantage privés que collectifs. Autrement dit, la primauté des désirs et intérêts particuliers ou l'émergence de rancœurs et rivalités d'ordre privé, plus que collectif, n'aurait pas été étonnante. Le cas échéant, les objectifs auraient obéi à une dynamique générale chaotique et éparse, ce qui ne fut pas le cas. Il ne fut constaté, ce jour, aucune atteinte majeure à la propriété ou aux individus ne correspondant pas à la définition de personnalité politique publiquement reconnue comme telle eu égard aux responsabilités assumées au fil de sa carrière, ni contre aucun autre bâtiment que le siège des trois pouvoirs. Cela aurait été parfaitement possible vu de l'extérieur, en raison notamment de l'absence de contrôle policier, mais peut-être ne l'était-ce pas vu de l'intérieur, ou d'un point de vue moral. À midi, des commerces du centre-ville ont essuyé des attaques et des pillages, mais les manifestants ne se concentraient pas sur ce type d'objectifs. En général, les commerçants ont défendu leur affaire avec l'aide de leurs voisins et ces débordements étaient marginaux.

Une fois le siège du gouvernement incendié, en début d'après-midi, la manifestation initiale s'est déplacée et dispersée vers d'autres objectifs. Il n'a pas été facile de reconstituer avec précision l'itinéraire suivi et la dynamique des déplacements des manifestants car les récits relatés dans la presse et les entretiens ne coïncident pas toujours. Si nous connaissons bien le sort des bâtiments publics et domiciles particuliers attaqués, nous ne disposons pas d'informations fiables sur la chronologie des événements et la dynamique des regroupements et scissions des cortèges de manifestants. En effet, même si les récits présentent implicitement les choses comme telles, il serait inexact d'évoquer un contingent unique se déplaçant d'un quartier à l'autre. Les chroniques journalistiques font état de « scissions » successives de manifestants, mais tant dans ces chroniques que dans les récits des personnes interrogées, on présuppose une manifestation unie en donnant l'ordre des sites « visités ».

Après le siège du gouvernement, les manifestants se sont dirigés vers le palais de justice et le parlement. Il semble plus probable qu'ils se soient d'abord rendus au palais de justice car il est très proche du premier, mais ce n'est pas certain car il existe aussi des versions disant le contraire. Une autre possibilité est que divers groupes se soient formés à ce stade et que les attaques de ces bâtiments aient été simultanées. Un homme interrogé déclare avoir été aux deux endroits et, selon lui, d'abord au palais de justice, puis au parlement. Le film *Santiago en Llamas* laisse aussi entendre qu'il s'agit du même mouvement et que l'ordre est bien : palais de justice d'abord, parlement ensuite [6]. Mais en fin de compte, ce détail importe peu. Selon *El Liberal* (17/12/1993, p. 5) :

« Après la prise et l'incendie du siège du gouvernement, un groupe important se retire pour traverser le centre-ville jusqu'au palais de justice, dans lequel ils pénètrent et détruisent, sans discernement, tout ce qui leur tombe sous la main. Des fenêtres, ils lancent les meubles, les machines à écrire, les ventilateurs et toutes sortes d'objets, jusqu'aux bancs de plusieurs députés, pour les brûler ensuite à la porte du bâtiment législatif qui se consumait déjà de l'intérieur. Après quoi la horde enhardie a pris la rue Avellaneda puis Independencia, avec la ferme intention de brûler la maison du gouverneur de la province, Fernando Martín Lobo. »

Dans les premières heures de l'après-midi, le parcours suivi entre les domiciles mis à sac fut le suivant :

- Miguel Brevetta Rodríguez, ex-porte parole de l'ex-gouverneur Carlos Mujica.
- Antonio López Casanegra, ex-ministre provincial des travaux publics.
- Hugo Crámara, ex-député national et président du Conseil provincial des infrastructures routières, beau-frère de l'ex-gouverneur César Iturre.
- Roberto Díaz, secrétaire général du Syndicat des éducateurs de Santiago et professionnels assimilés (AESyA).

- Gustavo Adolfo Gauna, ex-député provincial du Parti justicialiste.
- Miguel Angel Granda, ex-député provincial du Parti justicialiste.
- César Iturre, ex-gouverneur.
- Carlos Juárez, ex-gouverneur et sénateur national en exercice.
- Darío Moreno, membre du Tribunal supérieur de justice. En 1995, il est élu vice-gouverneur avec Carlos Juárez réélu au poste de gouverneur.
- Carlos Mujica, ex-gouverneur.
- Nilda Riachi, députée provinciale du Parti justicialiste.
- Carlos Unzaga, ex-député provincial du Parti justicialiste (voisin de Juárez).

Le bureau, contigu au logement, et la propriété de Carlos Juárez ont également été détruits, de même que l'entreprise Matelson, propriété de César Iturre. Cette dernière a été prise d'assaut en début de soirée et, de fait de l'intervention de la police, la destruction est restée cantonnée au mobilier. Le nombre de bâtiments pillés et détruits en totalité ou presque s'élève ainsi à quatorze. Il y eut aussi plusieurs autres tentatives. La première fut au domicile du gouverneur en exercice Fernando Lobo :

« Des pierres et toutes sortes d'objets contondants ont été projetés contre le bâtiment mentionné et, alors que ceux qui se trouvaient en première ligne du groupe d'émeutiers démolissaient la porte du logement pour pénétrer dans la demeure, un groupe de soldats d'infanterie fit son apparition, et le groupe se dispersa en courant dans toutes les directions. »
(*El Liberal* [7], 17/12/1993, p. 5)

Une autre tentative remarquable fut contre la maison de José Zavalía, qui a repoussé les assaillants avec l'aide de ses collaborateurs en utilisant des armes à feu. On relève aussi une tentative au domicile d'Eduardo Abalovich, président du groupe des députés provinciaux de l'Union civique radicale (UCR), qui fut déjouée par la police. Même cas de figure pour Américo Moya, président du Tribunal supérieur de justice, ce qui porte à quatre le nombre de tentatives avortées.

Le lendemain, se sont produites des attaques dans les environs de La Banda. Les domiciles de l'ex-conseiller Manuel Camacho et de l'ex-député Manuel Bellido, tous deux membres du Parti justicialiste, ont été pillés et entièrement brûlés. On a relevé d'autres tentatives, désormais contrées par l'action répressive de la gendarmerie.

Quant à la quantité de manifestants ayant participé aux pillages, le journal *El Liberal* la chiffre à 150 à 250 pour certains des domiciles, mais en donnant systématiquement l'impression qu'ils étaient nombreux. Voici deux citations à titre d'exemple (*El Liberal*, 17/12/1993, p. 7) :

« Les maisons de l'ex-gouverneur Carlos Mujica, du sénateur national Carlos Juárez et des députés nationaux César Iturre et Hugo Crámara ont été pillées et incendiées par un grand nombre de manifestants exaltés, qui firent des leurs avec de nombreux fonctionnaires et ex-députés, les taxant de "principaux responsables" de la situation actuelle de la province. »

[Au domicile d'Antonio López Casanegra] « Beaucoup de gens, dont des femmes, des adolescents et même des enfants de diverses conditions, tiraient, poussaient et embarquaient toutes sortes d'objets de la maison, des appareils électroménagers aux meubles, en passant par les draps et le linge, les vêtements, les chaussures, les portes, les fenêtres et des objets en tout genre. »

Il est évident que la manifestation d'origine et ses 5 000 participants s'est ramifiée et il convient de supposer que ce nombre s'est réduit en entrant dans la dynamique des pillages, qui a duré toute la journée, mais les différentes sources n'apportent pas plus de précision.

Au-delà du chiffre exact, il ne fait aucun doute que la participation fut élevée et hétérogène, tant du point de vue sociologique que de celui du degré d'implication. Voici ce qu'en a dit la presse :

« C'est presque toute une ville qui s'est jointe à cet acte de justice populaire, car qui ne transportait pas sur ses épaules d'objet ayant appartenu aux personnalités politiques ou fonctionnaires, qui n'allumait pas la mèche pour incendier de somptueux rideaux et rendre hommage à l'action des manifestants les soutenait, les protégeait et allait jusqu'à prendre leur défense à l'arrivée des policiers — trop tardive, et presque pour la forme — qui tentaient alors de reprendre aux femmes et aux enfants les vêtements et ustensiles qu'ils emportaient. Et la réaction fut la même dans toutes les maisons pillées. » (Supplément d'*El Liberal* sur le *santiagoño*, p 18)

« Beaucoup sont repartis avec une partie de la garde-robe du couple Juárez, et quelques-uns avaient, pour se moquer, revêtus des robes de luxe ou d'élégants costumes sous les applaudissements et l'approbation générale de centaines de spectateurs. » (*El Liberal*, 17/12/1993, p. 3)

« Les manifestants se sont immédiatement dirigés vers les domiciles des personnalités politiques les plus contestées, brûlant leur maison et pillant leurs biens. [Énumération des domiciles], dans cet ordre, furent les principales cibles de l'ire des plus véhéments, et un moment de fête pour les milliers de personnes qui suivaient la scène. » (Rafael Fano, *El Liberal*, 17/12/1993, p. 6)

Ce fut la première mobilisation qui, dans l'Argentine des années 1990, contestait en bloc les représentants politiques — pour corruption — et présentait un degré impressionnant de violence et de spontanéité dans l'action directe [8].

Les cibles des actes de violence lors du *santiagoño* ne laissent aucun doute quant à la dimension politique de l'action populaire. Il n'y eut presque aucune attaque de commerce ou d'autre cible non politique. Toutes les cibles de cette violence ont été frappées selon la même méthode, qu'il s'agisse de bâtiments publics ou privés. Il y avait, en effet, comme une sorte de protocole : on allumait un bûcher devant chaque bâtiment et les pilleurs l'alimentaient avec des chaises, des fauteuils, etc., tandis qu'avait lieu le pillage à la pièce. L'absence de répression policière ne fut prétexte à aucune vengeance privée.

La foule n'a fait aucune distinction entre partis politiques et entre fonctionnaires ou ex-fonctionnaires, gommant ainsi les différences dans le champ politique [9]. Le collectif mobilisé a regroupé momentanément une grande diversité de personnes et la division des tâches fut définie au cœur de l'action. Ceux qui enfonçaient les portes étaient généralement des jeunes des classes populaires, audacieux anonymes. C'est eux qui ouvraient la voie à tous les autres.

3. Climat de colère et de fête

L'atmosphère de la révolte était principalement une atmosphère de colère mais il y eut aussi une dimension festive. En témoignent le film *Santiago en Llamas*, le récit des protagonistes et les chroniques journalistiques. À titre d'exemple, citons ce titre d'*El Liberal* du lendemain : « Les gens fêtent les vols dans les maisons des politiciens », ainsi qu'un paragraphe du même article :

« L'euphorie et l'approbation étaient manifestes à l'écoute des applaudissements, des cris et des sifflets des personnes qui s'approchèrent des domiciles de César Iturre et Carlos Juárez, alors que les pillards vidaient les logements de toutes sortes d'objets. Cette attitude témoignait d'un évident sentiment général de satisfaction à voir un peu de justice exercée directement. Dans les voitures, sur les vélos et, plus particulièrement, les motos et cyclomoteurs, habitants de Santiago les plus humbles ou professionnels bien établis s'arrêtaient pour observer ces scènes comme s'il s'agissait d'un spectacle attendu. » (p. 10)

Le chroniqueur Rafael Fano, quant à lui, écrivit dans ce même journal (p. 6) :

« Les manifestants se sont immédiatement dirigés vers les domiciles des personnalités

politiques les plus contestées, brûlant leur maison et pillant leurs biens. [Énumération des domiciles], dans cet ordre, furent les principales cibles de l'ire des plus véhéments, et un moment de fête pour les milliers de personnes qui suivaient la scène. C'est triste à dire mais toute une communauté s'est réjouie de voir partir en fumée les maisons des principaux responsables de la décadence de Santiago. »

Ailleurs (p. 3), on reconnaissait que :

« Cela peut paraître surprenant si l'on prend en compte la situation difficile que traversait la ville mais les personnes qui observaient la scène célébraient l'action des manifestants et applaudissaient au passage de ceux qui emportaient leur "butin", dans un état proche de la félicité. »

Lors du pillage de la maison du *caudillo* suprême, certains enfilèrent des vêtements de sa femme sous les applaudissements et les rires de la foule.

« Beaucoup sont repartis avec une partie de la garde-robe du couple Juárez, et quelques-uns avaient, pour se moquer, revêtus des robes de luxe ou d'élégants costumes sous les applaudissements et l'approbation générale de centaines de spectateurs. » (*El Liberal*, 17/12/1993, p. 3)

De la même manière, les manifestants exhibèrent en riant les sous-vêtements de leurs représentants. Une attitude révélatrice du fait que les habitants n'avaient plus peur, qu'ils vivaient pleinement une expérience de libération temporaire du pouvoir. La question clé est donc de savoir à quel moment la peur se dissipe-t-elle ? Certes, la police avait disparu de la scène et il n'y avait, dans l'absolu, aucun frein immédiat à ces actions. Au final, peu de personnes se sont mises au travers de la route des manifestants. De sorte que ce sentiment soudain de pouvoir collectif doit avoir généré des initiatives audacieuses. Mais l'absence de frein immédiat ne suffit pas à comprendre comment un voisin peut se permettre de piller la maison du potentat du quartier alors qu'il sait qu'il va se retrouver face à lui à un moment ou à un autre après l'événement.

4. Absence de répression et d'affrontements

Malgré la dimension violente de la révolte, les confrontations directes furent limitées. Il y eut certes, au tout début, devant le siège du gouvernement, un affrontement avec la police qui réprimait les manifestants à coups de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et, ponctuellement, de balles réelles, puisque deux manifestants ont été blessés par des balles de plomb. Mais le cordon policier qui protégeait le siège du gouvernement s'est, à la surprise générale, retiré de la scène, libérant la voie. Le film *Santiago en Llamas* montre bien ce moment où la police se retire de l'esplanade. Elle procède de manière ordonnée, comme si elle exécutait une décision claire, sans équivoque. Quant à savoir ce qui a motivé ce retrait, il n'y a pas de réponse unique, mais plusieurs hypothèses que l'on peut synthétiser en deux groupes :

- Décision autonome du corps de police motivé par : a) les arriérés de salaire qui concernaient aussi les agents et généraient un état de mécontentement et de conflit au sein même de l'institution policière, de sorte qu'au moment critique du basculement dans la répression, ils se rangèrent du côté des mécontents ; b) le coût de la poursuite de la répression qui rendait toute alternative imprudente, ce qui fait du retrait un choix rationnel d'un point de vue technico-professionnel ; c) le manque d'équipement nécessaire pour une action répressive de l'amplitude requise par la situation.
- Exécution par la police d'une décision politique d'un degré institutionnel plus ou moins élevé, pouvant trouver son origine dans : a) les hautes sphères du gouvernement national, cherchant à attiser le désordre pour mieux préparer une intervention fédérale et affaiblir les positions du radicalisme provincial ; b) les chargés potentiels de l'intervention, soucieux de faciliter la mesure de l'intervention ; c) les caciques du péronisme provincial, que l'intervention intéresse pour affaiblir la candidature de Zavalía électoralement, dans le cas où le vice-gouverneur, chef du gouvernement

après la démission de Mujica, venait à organiser une élection.

Nous ne disposons d'aucune preuve tendant à appuyer l'une ou l'autre de ces hypothèses et nous n'avons mené aucune enquête sur la police de Santiago del Estero en tant qu'acteur à part, avec ses liens institutionnels et politiques, qui nous permettrait d'opter avec certitude pour l'une ou l'autre des options présentées ci-dessus. En revanche, notre analyse nous permet de mettre en lumière des éléments de la situation ayant joué en faveur de l'abandon de la place par la police. Il y avait, en premier lieu, la crise générale de l'autorité politique provinciale, qui trouve son origine tant dans l'impuissance de l'État provincial que dans la perte de légitimité flagrante du gouvernement et de la classe dirigeante provinciale. Cette crise affectait l'intégrité de l'État dans sa capacité à gérer la structure bureaucratique tandis que celui-ci était, dans le même temps, démembré politiquement par l'instabilité des derniers gouvernements couplée au processus de fragmentation du pouvoir politique. Avec un tel état des lieux, il serait hasardeux de présupposer que le départ de la police puisse avoir été le produit d'une chaîne de décision hiérarchique, institutionnalisée et chapeauté par l'autorité politique étatique, donc étrangère à la dimension corporatiste de la police. En fait, l'autorité étatique n'était plus que le fantôme d'elle-même non seulement du point de vue de ses capacités pratiques et de son intégrité institutionnelle, mais aussi de celui de la légitimité des gouvernants. Si la police avait tenté de contenir les manifestants quoiqu'il arrive, avec l'important coût répressif que cela aurait entraîné, qui en aurait assumé la responsabilité ? La police pouvait-elle soutenir par la force une autorité dont le pouvoir de commandement et la légitimité étaient complètement sapés ?

En second lieu, le niveau de généralisation des conséquences du défaut de paiement des salaires des fonctionnaires provinciaux a certainement créé un sentiment d'empathie de la police envers les manifestants. Il était fort probable qu'une partie des policiers fut liée, dans le civil, à des manifestants. L'une des personnes interrogées nous a raconté qu'un policier ayant reconnu, dans les mobilisations des jours précédents, sa propre mère dans un groupe de manifestants réprimés, confia son arme à l'un de ses collègues pour courir la protéger. De même, dans le film *Santiago en Llamas*, on peut voir les manifestants applaudir et embrasser les policiers, certains avec le sourire aux lèvres, alors qu'ils se retiraient de l'esplanade du siège du gouvernement.

Eu égard à ces deux facteurs, à savoir la crise de l'État provincial et la portée du conflit salarial, il est parfaitement crédible d'imaginer que la police ait agi sur des critères propres de préservation corporatiste. La thèse de la conspiration, par contre, est plus difficile à défendre : qui aurait pu ordonner à la police de laisser les manifestants pénétrer dans le siège du gouvernement ? Qui aurait pris un pari aussi risqué dans un contexte aussi incertain que celui de l'expression de l'indignation populaire ?

Les manifestants, après l'assaut, la prise et l'incendie du siège du gouvernement sans résistance policière aucune, ont entamé la tournée qui allait durer presque toute la journée. En général, tant le palais de justice et le parlement que les domiciles particuliers furent attaqués sans résistance de la police, pas plus d'ailleurs que de la part des habitants ou de leurs amis et soutiens. Il y eut, certes, des exceptions, certains cas où la police a empêché l'intrusion (chez Fernando Lobo et Eduardo Abalovich, par exemple) ou procédé à des arrestations, sans que ces cas soient la règle. L'un des titres en une d'*El Liberal* du 17 décembre était : « Ville sans défense. Action quasi nulle de la police ».

À l'exception de José Zavalía et de quelques personnalités politiques décidées à défendre eux-mêmes leurs biens, les manifestants n'ont pas eu d'obstacle à franchir pour pénétrer dans les logements, les piller et les incendier. En cas de résistance, soit les manifestants se détournaient vers un autre objectif, soit leur supériorité poussait les habitants à abandonner leur maison après avoir tenté de s'interposer. La plupart du temps, les responsables politiques étaient absents. Roberto Díaz et son épouse avaient fui peu avant les faits dans une voiture ne contenant qu'une valise. Miguel Angel Granda a tenté de défendre sa propriété, mais dut se résigner. De même,

[Antonio López Casanegra] « a d'abord tenté de défendre sa propriété, pour finir par battre en retraite lorsqu'il a constaté que son attitude était contre-productive, raison pour laquelle il a immédiatement quitté les lieux, protégé par des policiers. » (*El Liberal*, 17/12.1993, p. 2)

Ainsi, à l'exception des quelques cas signalés, il n'y eut aucun affrontement entre les manifestants et d'autres groupes. Nombreuses sont les personnes interrogées qui résument leur vécu avec l'expression « *no man's land* ». De même, aucun groupe socialement important ne s'est aventuré à condamner fermement les faits, ce qui est intimement lié à l'absence de toute velléité ultérieure d'identification des responsables, l'objet de notre prochain point. En outre, l'absence d'affrontements se manifeste dans le faible nombre de blessés répertoriés. Le juge Lugones, chargé de l'affaire, a déclaré que jusqu'au vendredi 17 décembre, on avait admis dans les hôpitaux sept blessés, un policier (blessé par balle en caoutchouc) et un pompier (diagnostic d'intoxication aux gaz, blessures superficielles ou traumatismes), aucun n'étant dans un état critique (*El Liberal*, 18/12/1993, p. 15). Il y eut aussi au moins un blessé par balles réelles, comme en témoignent les images captées dans le film déjà mentionné.

5.Des actes sans auteurs différenciés

Les bâtiments publics les plus importants et les domiciles des personnalités politiques les plus haut placées ont été détruits sans que ces actes n'aient été imputés à des personnes identifiables. En premier lieu, il n'y eut aucune procédure judiciaire visant à désigner les responsables d'actions clairement classées parmi les délits. La police a procédé à des arrestations les 16 et 17 décembre, mais les personnes arrêtées furent libérées presque immédiatement. 88 personnes détenues depuis le jeudi 16 furent libérées le 17, d'après la liste que publie *El Liberal* du lendemain (p. 11). Le juge Lugones avait annoncé en conférence de presse le 17 décembre :

« Au total, 144 personnes, parmi lesquelles sept femmes et 49 mineurs de 12 à 17 ans, ainsi que 88 hommes de 18 ans à une quarantaine d'années, ont été arrêtées. Les femmes et les enfants ont été libérés hier soir, tandis que les hommes restent incarcérés, tenus au secret et à disposition de la Justice. [...] Ces derniers sont accusés de délits supposés de vol simple et qualifié et de dommage simple, qualifié et intentionnel. [...] Ils ont été interpellés alors qu'ils sortaient des objets des bâtiments officiels et domiciles particuliers pillés et incendiés hier. [...] Ce sont à 90 % des résidents des quartiers périphériques. » (*El Liberal*, 18/12/1993, p. 15)

Le juge a désigné les personnes interpellées comme habitantes des quartiers périphériques, mais rien ne nous permet de supposer que les interpellés étaient représentatifs de l'ensemble des manifestants.

En second lieu, nous n'avons pu constater d'actes de vengeance manifestes. Cette éventualité a été systématiquement investiguée lors des entretiens, sans qu'aucun fait concret ou reconnu publiquement n'ait été mentionné. Ceux qui ont conservé les biens pillés — qui représentaient un volume important — n'ont pas non plus fait, à ce que l'on sait, l'objet de poursuites. S'il est souvent fait mention que la police a entamé des recherches et étudié les films tournés ce jour-là pour identifier les participants, il n'est fait aucune référence à des cas concrets, pas même en se référant à des commentaires de tiers. Cela étant, les réalisateurs de *Santiago en Llamas* nous ont raconté avoir monté le film en secret pour protéger les participants, ajoutant que des policiers s'étaient présentés à leur bureau pour acheter la vidéo, chose qu'ils ont refusé de faire pour la même raison. Un ex-commissaire raconte, dans un entretien avec Javier Auyero, qu'on lui avait ordonné de récupérer les biens et que, en ayant retrouvé certains chez des personnes liées au pouvoir politique, il en a perdu son poste. [10]

>> [La seconde partie](#) de ce texte a paru dans le [DIAL de juin](#).

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3283.

- Traduction de Jérémie Kaiser pour Dial.

- Source (espagnol) : [AlterInfos - América latina](#), 20 mai 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteurice, le traducteur, la source française (Dial -

Notes

[1] La Constitution argentine établit un régime fédéraliste dans lequel le gouvernement national se réserve un pouvoir d'« intervention fédérale » lui permettant de destituer les autorités provinciales de leurs pouvoirs constitutionnels de l'État provincial pour garantir le maintien plein et entier de la forme de gouvernement républicain qu'elle établit.

[2] J'ai consacré ma thèse de doctorat à l'étude du *juarisme* : *La trama del juarismo. Política y dominación en Santiago del Estero 1983-2004* [« La trame du *juarisme*. Politique et domination à Santiago del Estero 1983-2004 », non traduite en français, NDT], doctorat en sciences sociales, Université de Buenos Aires, approuvée en 2013, inédite.

[3] Il n'y a pas de mot satisfaisant en français pour traduire de manière adéquate *estallido* et c'est pourquoi nous avons finalement décidé de le conserver tel quel. *Estallar*, c'est exploser, voler en éclat. Un *estallido social* pourrait donc être traduit par « explosion sociale », mais il renvoie souvent à un événement particulier, comme par exemple ici celui du 16 décembre 1993 (voir plus bas). Dans ce cas, le mot d'explosion sociale convient quand même assez mal. Dans l'*estallido*, il y a quelque chose de l'émeute, de l'insurrection, de la manifestation, de la révolte, tout cela à la fois — note DIAL.

[4] La politique économique de type néolibéral mise en œuvre en Argentine dans les années 1990 visait à réduire drastiquement le périmètre d'intervention de l'État. Les organismes multilatéraux de crédit exigeaient des mesures d'austérité budgétaire de plus en plus dures comme condition pour le refinancement de la dette extérieure. L'austérité était présentée comme une sorte de remède unique.

[5] Nous utilisons la règle de l'accord de proximité du participe passé — note DIAL.

[6] On dispose sur le 16 décembre de ce documentaire vidéo : *Santiago en llamas. Crónica de una rebelión popular* [« Santiago en flammes. Chronique d'une rébellion populaire »], réalisé par José Luis Ducournau et Juan Carlos Díaz Gallardo. Ces deux cameramen professionnels et passionnés ont filmé l'*estallido* et eu le courage d'en faire un film accessible au grand public. Leur contribution à la mémoire historique est inestimable.

[7] On l'aura noté, tous les journalistes du *Liberal* n'expriment pas de sympathie pour les personnes impliquées dans le *Santiagoñazo*... — note DIAL.

[8] Les *estallidos sociales* dans les provinces sont l'une des formes de mobilisation caractéristiques de l'Argentine des années 1990. Elles ont pris une dimension nationale en décembre 2001.

[9] Pour une analyse du sens théâtral de la protestation, voir « Tout ce qui est solide se dissout dans l'air : participation politique et *estallidos sociales* dans l'Argentine récente » (coauteure avec Gabriel Vommaro, 2014). Dans E. Tassin et alii : *La diagonale des conflits*, sous presse.

[10] « El juez, la reina y el policía. Etnografía, narrativa y los sentidos de la protesta » [Le juge, la reine et la police. Ethnographie, récit et sens de la mobilisation »], *Apuntes de Investigación* n°6, Buenos Aires, 2000.